

REGLEMENT D'IRRIGATION DU CONSORTAGE VITICOLE DE LEYTRON

Art. 1

Les viticulteurs de Leytron, compris dans le réseau d'irrigation, dans le but d'améliorer la gestion et d'équiper son vignoble de nouvelles installations plus rationnelles, décident de constituer un consortium en collaboration avec l'administration communale.

Art. 2

Afin de sauvegarder les intérêts des consorts, le présent règlement établi est réparti en 6 parties distinctes :

- 1.- Le Comité de gestion
- 2.- Les consorts
- 3.- Le réseau d'irrigation
- 4.- Le financement
- 5.- L'amélioration des installations
- 6.- Les bases légales.

CHAPITRE 1 - LE COMITE DE GESTION

Art. 3

Le comité de gestion se compose de 7 membres élus par l'assemblée du consortium. Cette dernière nomme le Président.

Art. 4

L'eau servant au réseau d'irrigation est un droit du consortium. Le Comité de gestion a seul le droit de disposition et de répartition. Dès les premiers jours du printemps, l'eau sera mise en circulation dans tout le réseau.

Seule l'eau provenant des robinets est publique. Il est strictement interdit d'adapter des conduites d'arrosage sur les prises de robinets, lors de période d'irrigation. L'emploi abusif de l'eau provenant des robinets est punissable.

Le lavage des automobiles, des récipients et des pompes à sulfater est interdit dans tout le vignoble.

Art. 5

Le comité de gestion décrète chaque année le début de l'irrigation. Dès la date du décret, toutes les eaux, exceptée celle désignée à l'art. 4, alinéa 2, sont à disposition à part entière du service d'irrigation.

L'arrosage est officiel pour tous les parchets équipés de nouvelles installations fixes.

Art. 6

L'arrosage des vignes du réseau dépend du comité de gestion. A cet effet, ledit comité nomme les arroseurs et forme les équipes. Ceux-ci dépendent uniquement de ce service et ne doivent pas agir selon leur initiative personnelle.

Art. 7

Pendant la période s'écoulant avant et après le décret du comité de gestion, tel décrit à l'art. 5, les eaux sont à la disposition des propriétaires.

Toutefois, afin d'éviter des abus, des dégâts ou autres, les propriétaires qui désirent irriguer leurs vignes sont priés d'en faire une demande auprès du service d'irrigation.

La priorité sera donnée en considération de l'état des sols et surtout des plantations nouvelles, pépinières etc. Il sera perçu à cet effet une taxe complémentaire.

Art. 8

Les réclamations éventuelles concernant l'arrosage doivent être faites par écrit et adressées dans les trois jours suivant la constatation au comité de gestion sous peine de déchéance.

Toutes les réclamations qui ne sont pas faites dans les formes de l'alinéa ci-devant ne peuvent être prises en considération.

CHAPITRE 2 - LES CONSORTS

Art. 9

Sont considérés membres du consortage tous les propriétaires de vignes ou terrains dans le réseau sis sur la commune de Leytron.

Art. 10

Dans les assemblées du consortage, en cas de votation, la liste des derniers bordereaux servira de contrôle.

Art. 10 (suite)

Toutes décisions prises par l'assemblée sont valables quel que soit le nombre de Consorts présents, à la condition que la convocation ait été faite légalement selon l'article 11.

Art. 11

Les membres du consortage sont convoqués par insertion dans le bulletin officiel par affichage dans la commune huit jours avant l'assemblée.

CHAPITRE 3 - LE RESEAU D'IRRIGATION

Art. 12

Les parcelles suivantes font exception : le domaine de l'Etat du Valais et le domaine de Montibex appartenant à la S.A. Alphonse Orsat. Ces domaines sont soumis à des dispositions spéciales concernant l'emploi des eaux du réseau communal.

Art. 13

Les créations nouvelles (installations fixes) sont propriété du consortage.

Art. 14

L'entretien des installations décrites à l'art. 13 dépend du comité de gestion. Il peut lui seul établir des transformations, des adjonctions ou suppressions d'installations, ceci en tenant compte, en toutes circonstances, des besoins de l'évolution du domaine viticole.

Tous travaux ou améliorations dont le coût dépasse Fr. 10'000.- sont soumis à l'approbation de l'assemblée des Consorts.

Art. 15

Les propriétaires sont responsables à part entière de tous dégâts occasionnés aux installations par leur faute ou leur négligence grave. Ces frais de réparations, ainsi que les dommages découlant, sont supportés intégralement par le propriétaire fautif.

Art. 16

Lors de travaux de défoncement ou améliorations, les propriétaires des parcelles où une installation passe sont tenus d'en aviser le comité de gestion et de prendre les dispositions nécessaires pour la sauvegarde de ladite. A cet effet, ces mêmes propriétaires se-

Art. 16 (suite)

ront indemnisés de Fr. 0.50 le mètre courant.

CHAPITRE 4 - LE FINANCEMENT

Art. 17

Vu le coût des installations et afin de sauvegarder les intérêts du consortage, le plan de financement suivant est soumis :

Le Comité de gestion a toutes les compétences pour constituer une réserve pouvant servir à des transformations et réfections du réseau ou à couvrir des dégâts éventuels (force de la nature etc.)

A cet effet, il fixe une participation annuelle au m2. Cette participation est soumise, chaque année, à l'assemblée du consortage pour approbation. *Les parcelles non pourvues d'installations fixes doivent participer aux frais d'entretien des conduits principales*
Tout abus dans l'emploi des eaux est punissable.

Les infractions au présent règlement sont passibles d'une amende allant de Fr..... et, selon gravité des cas, de poursuites judiciaires.

Art. 18

Le consortage a droit de servitude pour la création de nouvelles installations.

Art. 19

Pour tous les cas non prévus dans le règlement, les décisions du comité de gestion font règle.

Art. 20

Le comité de gestion est habilité à ouvrir, auprès des établissements bancaires, les comptes nécessaires pour le paiement des factures inhérentes à l'exécution des installations.

Art. 21

Le comité de gestion fera la répartition du coût des installations selon les surfaces inscrites au cadastre.

Art. 22

Après avoir donné connaissance du décompte aux propriétaires intéressés, le comité de gestion remettra l'encaissement du montant,

Art. 22 (suite)

selon le mode de paiement décidé, aux établissements bancaires intéressés.

CHAPITRE 5 - L'AMELIORATION DES INSTALLATIONS

Art. 23

Le comité d'initiative propose des installations fixes.

Art. 24

En principe, les installations nouvelles seront réalisées par ordre d'urgence.

Art. 25

Le vignoble sera divisé en plusieurs secteurs à délimiter.

Art. 26

L'exécution d'installations nouvelles doit être approuvée par la majorité absolue des propriétaires et surfaces compris dans le secteur concerné.

Art. 27

Les propriétaires seront convoqués par lettre recommandée.

Art. 28

Les installations à exécuter seront mises en soumission.

CHAPITRE 6 . - LES BASES LEGALES